



DÉCLARATION

En 2005, les locaux de l'Imprimerie nationale, propriété du ministère du Budget et des Finances, ont été vendus aux fonds de pension américains Carlyle, détenus en partie par les familles Bush et Ben Laden, pour 85 millions d'euros.

En 2007, 2 ans plus tard seulement, ces locaux ont été réaménagés pour 120 millions d'euros. Le ministère des Affaires étrangères les a ensuite rachetés aux mêmes fonds américains pour 376,7 millions d'euros ; soit une culbute de près de 180 millions d'euros payés avec les impôts du contribuable français pour alimenter les caisses de ce groupe américain.

En même temps, l'Imprimerie nationale, ses salariés et son patrimoine ont été lapidés :

- 900 emplois ont été supprimés ;
- le site d'Évry a été vendu à un groupe allemand ;
- le site de Choisy-le-Roi (tout neuf) est en passe également d'être vendu avec 77 suppressions de postes sur les 123 existants ;
- l'atelier du livre (patrimoine national) se meurt dans un hangar à Ivry-sur-Seine ;
- 90 salariés attendent depuis deux ans un reclassement dans les fonctions publiques.

Pourquoi cette plus-value n'a-t-elle pas servi à financer le maintien des emplois et la sauvegarde d'un patrimoine précieux qu'était l'Imprimerie nationale ?

Les salariés de l'Imprimerie nationale, avec leur syndicat SGLCE-CGT, dénoncent cette magouille politico financière. Ils demandent des explications au Premier ministre et au Président de la République, ministre du Budget et des Finances à l'époque, qui s'étaient engagés personnellement à ne pas brader ce bien public.

Paris, le 9 juillet 2007